



PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture
Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du **18 FEV. 2019**

mettant la société QUARTZ de HAGUENAU en demeure
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013
autorisant la société Quartz de Haguenau à exploiter une carrière
et des installations de premier traitement de matériaux de carrières à Batzendorf.

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-8 et R.181-43 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 autorisant la société Quartz de Haguenau à exploiter une carrière et des installations de premier traitement de matériaux de carrières à Batzendorf ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 11 février 2019 ;

CONSIDÉRANT que la société Quartz de Haguenau a été autorisée à exploiter une carrière et des installations associées situées à Batzendorf par arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les effluents issus du traitement des eaux de procédé ne font pas l'objet d'une surveillance telle que prévue par l'article 6.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas contrôlé semestriellement le niveau piézométrique de la nappe dans les piézomètres, tel que prévu par l'article 6.16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas interprété les résultats de ces analyses réalisées en application du chapitre 6.16, conformément aux dispositions de l'article 1.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que les résultats de la surveillance des eaux souterraines ne sont pas commentés et qu'ils ne sont pas télédéclarés tel que prévu par les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les profils associés au plan d'exploitation ne sont pas mis à jour, contrairement aux prescriptions de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas renouvelé ses garanties financières dans les conditions prévues à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation n'est pas conduite conformément aux plans de phasages qui figurent dans le dossier de demande d'autorisation ; que considérant l'extension de la zone de haut-fond en sortie du bassin de décantation, les installations ne sont pas exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation (et notamment le plan de remise en état) ;

CONSIDÉRANT que des modifications notables ont été apportées par l'exploitant à l'installation et à son mode d'utilisation et qu'elles n'ont pas été portées à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement (article 1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé) ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société QUARTZ de HAGUENAU, dont le siège social se trouve situé 2, rue du Moulin à Batzendorf (67500), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à Batzendorf aux lieux-dits « Haumatt » et « Hardrechts » :

- article 2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013 – dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, repris ci-après :
« L'exploitant adresse à la Préfecture le document qui atteste le renouvellement des garanties financières actualisées [...], dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé, et pour la durée minimale fixée à l'article 2.3. »
- article 1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013 – dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, repris ci-après :
« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »
- article 6.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013 – dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, repris ci-après :
*« Les eaux canalisées issues des dispositifs de traitement (débourbeur, décanteur, séparateur d'hydrocarbures...), les eaux canalisées des installations de lavage des matériaux, les eaux de lavage des véhicules et des engins, les eaux pluviales canalisées et les autres eaux canalisées sont dirigées vers des bassins de décantation, vers des lagunes ou vers des bassins de collecte et ne peuvent être rejetées dans le plan d'eau qu'après avoir subi, le cas échéant, un traitement (neutralisation, décantation...). Les valeurs limites suivantes doivent être respectées :
– pH entre 5,5 et 8,5
– température : inférieure à 30° C
– MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105)
– DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101)
– Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114)*

Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleurs du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les paramètres énumérés ci-dessus, doivent être analysés au moins une fois par an par un laboratoire agréé. Les prélèvements sont effectués par le laboratoire ou par une entreprise extérieure spécialisée. La fréquence doit être mensuelle si les valeurs fixées ci-dessus sont dépassées et jusqu'au retour à des valeurs conformes. En cas de dépassements, l'exploitant doit informer l'Inspection des installations classées et lui présenter les dispositions envisagées pour y remédier. »

- article 6.16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013 – à la suite des deux prochaines campagnes de surveillance des eaux souterraines, repris ci-après :
« Le niveau piézométrique de la nappe doit être contrôlé semestriellement dans les piézomètres (en période de hautes eaux et en période de basses eaux). »
- article 1.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013 – à la suite des deux prochaines campagnes de surveillance des eaux souterraines (en période de hautes eaux et en période de basses eaux), repris ci-après :
« L'exploitant analyse et interprète les résultats des contrôles, des mesures et des analyses qu'il réalise ou qu'il fait réaliser en application des dispositions du présent arrêté [...]. Des actions correctives doivent être mises en œuvre lorsque les résultats montrent des écarts, des anomalies ou des dépassements par rapport aux valeurs limites prescrites. »
- Article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 – à la suite des deux prochaines campagnes de surveillance des eaux souterraines (en période de hautes eaux et en période de basses eaux), repris ci-après :
« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L512-3, L512-5, L512-7 et L512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »
- article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013 – dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, repris ci-après :
« Le plan est mis à jour au moins une fois par an, à l'exception des courbes bathymétriques et des profils, qui sont mis à jour au moins tous les deux ans. [...] Le plan et les coupes doivent être transmis à l'Inspection des installations classées tous les ans. »

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

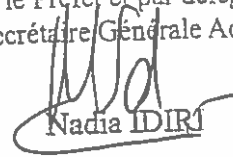
Article 3 : La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix - BP 51038, 67070 Strasbourg Cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Quartz de Haguenau par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Batzendorf.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI